

COMPTE ADMINISTRATIF

De la Ville de PARIS

De l'exercice 2015

2016 DFA 79

PROJETS DE DELIBERATIONS ET ANNEXES

**PROJET DE DÉLIBÉRATION N°1
2016 DFA 79 1^{er}**

**Approbation du compte administratif général d'investissement de la Ville de
Paris pour l'exercice 2015**

Le Conseil de Paris
siégeant en formation de Conseil
Municipal

Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son article 44 ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales, notamment deuxième partie, Livre III « Finances communales », Titre 1^{er} « Budgets et comptes », chapitre II « adoption du budget », articles L2312-2 et L2312-3 ;

Vu la délibération du 24 mars 1997 optant pour le vote par nature ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu les budgets primitif et supplémentaire ainsi que la décision modificative de l'exercice 2015 délibérés par le Conseil de Paris lors des séances des 15, 16 et 17 décembre 2014, 29 et 30 juin, 16, 17 et 18 novembre 2015 ;

Vu le compte général des recettes et des dépenses de la Ville de Paris pour 2015 ;

Vu le projet de délibération en date du _____ par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'adopter le compte administratif d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2015 ;

Sur le rapport présenté par M. Julien BARGETON, au nom de la 1^{ère} Commission,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} :

Le compte administratif général des recettes et des dépenses d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2015 est arrêté ainsi qu'il suit :

Titres émis :

Recettes prévues-----	2 426 159 427,90 €
Titres émis-----	2 089 229 062,54 €

Dépenses mandatées :

Crédits ouverts-----	2 426 159 427,90 €
Mandats émis-----	1 788 083 726,75 €

Balance :

Recettes ----- 2 089 229 062,54 €
Dépenses----- 1 788 083 726,75 €

Résultat de l'exercice 2015 (excédent)----- 301 145 335 ,79 €
Résultat cumulé au 31 décembre 2014 (déficit)-----114 496 212,86 €

Résultat cumulé au 31 décembre 2015 (excédent)-----186 649 122,93 €
--

Article 2:

Les opérations d'ordre non budgétaires enregistrées sur l'exercice 2015 pour le remboursement en capital de legs transféré à l'établissement public local à caractère administratif dénommé Paris Musées et pour la régularisation d'opérations anciennes suite à la correction d'erreurs sur exercices antérieurs ont mouvementé pour partie les comptes 1021 (dotations) et 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés). Après enregistrement des mouvements comptables concernés pour ces opérations :

- Le compte 1021 est débité de 484 691,25 €
- Le compte 1068 est débité de 6 128,45 €

Ces montants modifient la balance au 31 décembre 2015.

PROJET DE DÉLIBÉRATION N°2
2016 DFA 79 2^{ème}

Approbation du compte administratif général
de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2015

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des Collectivités territoriales, notamment deuxième partie, le livre III « Finances communales », titre 1^{er} « Budgets et comptes », chapitre II « adoption du budget », articles L.2312-2 et L.2312-3 ;

Vu la délibération du 24 mars 1997 optant pour le vote par nature ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu les budgets primitif et supplémentaire ainsi que la décision modificative de l'exercice 2015 délibérés par le Conseil de Paris lors des séances des 15, 16 et 17 décembre 2014, 29 et 30 juin, 16, 17 et 18 novembre 2015 ;

Vu le compte général des recettes et des dépenses de la ville de Paris pour 2015 ;

Vu le projet de délibération en date du _____ par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'adopter le compte administratif de fonctionnement de la ville de Paris pour l'exercice 2015 ;

Sur le rapport présenté par M. Julien BARGETON, au nom de la 1^{ère} commission ;

DELIBERE

Article 1^{er} :

Le compte administratif général des recettes et des dépenses de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2015 est arrêté ainsi qu'il suit :

Titres émis :

Recettes prévues-----	5 943 952 393,74 €
Titres émis-----	5 726 290 819,73 €

Dépenses mandatées :

Crédits ouverts-----	5 943 952 393,74 €
Mandats émis-----	5 798 081 464,49 €

Balance :

Recettes ----- 5 726 290 819,73 €

Dépenses----- 5 798 081 464,49 €

Résultat de l'exercice 2015 (déficit)-----71 790 644,76 €

Résultat cumulé au 31 décembre 2014 (excédent de recettes après affectation)

----- 132 154 427,72 €

Résultat cumulé au 31 décembre 2015 (excédent de recettes)----- 60 363 782,96 €
--

Article 2 :

Aucun besoin de financement n'est nécessaire en section d'investissement.

L'excédent de la section de fonctionnement de 60 363 782,96 € sera repris au budget supplémentaire de l'exercice 2016.

ANNEXES

- Vue d'ensemble
- Présentation croisée par fonction

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	COMPTE ADMINISTRATIF
II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES		A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	752 564 285,55	658 804 172,18	45 738 269,46	28 866 043,83	19 155 800,08
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 042 195 268,00	2 017 078 926,10			25 116 341,90
014	ATTENUATION DE PRODUITS	452 203 318,69	451 545 646,26			657 672,43
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 829 914 966,35	1 818 368 661,42	34 477,05	31 580,60	11 480 247,28
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	3 397 410,00	3 003 344,95			394 065,05
	Total des dépenses de gestion courante	5 080 275 248,59	4 948 800 750,91	45 772 746,51	28 897 624,43	56 804 126,74
66	CHARGES FINANCIERES	148 198 154,00	86 542 631,28	37 523 171,73		24 132 350,99
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	45 623 072,54	45 451 502,01	40 024,70	225,00	131 320,83
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					
022	DEPENSES IMPREVUES	1 376 000,00				
	Total des dépenses réelles de	5 275 472 475,13	5 080 794 884,20	83 335 942,94	28 897 849,43	81 067 798,56
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (2)	7 574 553,59				
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (2)	346 562 416,00	633 950 637,35			-287 388 221,35
043	OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (2)					
	Total des dépenses d'ordre de	354 136 969,59	633 950 637,35			-287 388 221,35
	TOTAL	5 629 609 444,72	5 714 745 521,55	83 335 942,94	28 897 849,43	-206 320 422,79

Pour information (3)						
D 002	Déficit de fonctionnement reporté de N-1					

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	11 730 000,00	12 750 370,90			-1 020 370,90
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	321 646 078,00	325 529 540,61	1 476 300,00		-5 359 762,61
73	IMPOTS ET TAXES	3 325 466 984,00	3 291 112 476,40			34 354 507,60
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 283 172 717,00	1 236 266 999,09	56 714 000,00		-9 808 282,09
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	522 303 148,00	432 848 017,42	1 569 583,05		87 885 547,53
	Total des recettes de gestion courante	5 464 318 927,00	5 298 507 404,42	59 759 883,05		106 051 639,53
76	PRODUITS FINANCIERS	19 925 090,00	24 294 264,47			-4 369 174,47
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	8 751 000,00	338 221 147,70			-329 470 147,70
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (1)					
	Total des recettes réelles de	5 492 995 017,00	5 661 022 816,59	59 759 883,05		-227 787 682,64
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (2)	4 460 000,00	5 508 120,09			-1 048 120,09
043	OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (2)					
	Total des recettes d'ordre de	4 460 000,00	5 508 120,09			-1 048 120,09
	TOTAL	5 497 455 017,00	5 666 530 936,68	59 759 883,05		-228 835 802,73

Pour information (3)						
R 002	Excédent de fonctionnement reporté de N-1	132 154 427,72				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = FF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = FF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	COMPTE ADMINISTRATIF
II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES		A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	STOCKS (3)				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)	21 669 779,92	10 306 573,61	1 182 771,77	10 180 434,54
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	335 412 475,46	253 167 585,22	9 965 423,66	72 279 466,58
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	331 717 174,17	292 314 969,32	2 008 551,15	37 393 653,70
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION (4)				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	678 554 440,89	597 816 419,21	36 694 890,35	44 043 131,33
	Total des dépenses d'équipement	1 367 353 870,44	1 153 605 547,36	49 851 636,93	163 896 686,15
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	42 220 000,00	42 000 000,00		220 000,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 372 161,16	1 102 161,69		269 999,47
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	355 630 064,00	255 111 336,49		100 518 727,51
18	COMPTE DE LIAISON AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES REGIES NON PERSONNALISEES) (BA, régie) (5)				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	4 000 000,00	210 000,00		3 790 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	189 220 000,00	141 194 864,15		48 025 135,85
020	DEPENSES IMPREVUES	1 500 000,00			
	Total des dépenses financières	593 942 225,16	439 618 362,33		152 823 862,83
45..1	Total des opérations pour compte de tiers (6)	7 039 427,22	3 365 121,96	454 577,23	3 219 728,03
	Total des dépenses réelles d'investissement	1 968 335 522,82	1 596 589 031,65	50 306 214,16	319 940 277,01
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (1)	4 460 000,00	5 508 120,09		-1 048 120,09
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (1)	336 894 514,00	185 986 575,01		150 907 938,99
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	341 354 514,00	191 494 695,10		149 859 818,90
	TOTAL	2 309 690 036,82	1 788 083 726,75	50 306 214,16	469 800 095,91

Pour information (2)					
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		114 496 212,86			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	STOCKS (3)				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	65 238 600,00	63 615 512,86		1 623 087,14
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	848 322 908,00	735 266 443,00		113 056 465,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)		61,57		-61,57
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	5 100 000,00	67 500,00		5 032 500,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 000 000,00	4 200 739,15		-1 200 739,15
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION (4)				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	411 424,00	2 060 946,36		-1 649 522,36
	Total des recettes d'équipement	922 072 932,00	805 211 202,94		116 861 729,06
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)	145 810 000,00	205 822 145,07		-60 012 145,07
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	164 534 684,09	164 534 684,09		
138	Autres subventions d'investissement non transférables				
165	Dépôts et cautionnements reçus	50 000,00	46 914,85		3 085,15
18	COMPTE DE LIAISON AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES REGIES NON PERSONNALISEES) (6)				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	96 829 543,00	76 257 035,10		20 572 507,90
024	PRODUITS DES CESSIONS	387 853 100,00			
	Total des recettes financières	795 077 327,09	446 660 779,11		-39 436 552,02
45..2	Total des opérations pour compte de tiers (6)	16 004 507,00	17 419 868,13		-1 415 361,13
	Total des recettes réelles d'investissement	1 733 154 766,09	1 269 291 850,18		76 009 815,91
021	Virement de la section de fonctionnement (1)	7 574 553,59			
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections (1)	346 562 416,00	633 950 637,35		-287 388 221,35
041	Opérations patrimoniales (1)	336 894 514,00	185 986 575,01		150 907 938,99
	Total des recettes d'ordre d'investissement	691 031 483,59	819 937 212,36		-136 480 282,36
	TOTAL	2 424 186 249,68	2 089 229 062,54		-60 470 466,45

Pour information (2)					
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	COMPTE ADMINISTRATIF
IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1)		A1

Libellés	Non ventilable 01	0 Services généraux des administrations publiques locales	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et Jeunesse
----------	----------------------	---	--	----------------------------------	--------------	------------------------

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Dépenses réelles	200 994 892,26	253 905 836,58	2 096 155,15	91 482 840,00	63 679 793,41	57 828 880,86
Equipements communaux (2)		193 698 145,79	590 675,56	75 322 928,06	36 999 605,69	53 533 880,86
Equipements non communaux (c/ 204 et 45...) (3)		18 159 871,28	1 505 359,59	14 615 884,20	12 078 323,50	95 000,00
Opérations financières	200 994 892,26	42 047 819,51	120,00	1 544 027,74	14 601 864,22	4 200 000,00
Dépenses d'ordre	11 854 659,04	150 115 445,85		467 227,24	7 763 435,22	658 344,90
Solde d'exécution reporté en N-1	114 496 212,86					
Total dépenses	327 345 764,16	404 021 282,43	2 096 155,15	91 950 067,24	71 443 228,63	58 487 225,76
Total recettes	1 432 296 690,44	151 335 761,65	1 400 350,94	13 753 295,01	20 641 894,32	1 906 871,02
Solde d'investissement	-1 104 950 926,28	252 685 520,78	695 804,21	78 196 772,23	50 801 334,31	56 580 354,74

RESTES A REALISER au 31/12 de N

Total RAR dépenses		5 648 442,07	49 804,72	7 037 371,41	504 436,43	6 209 421,08
Total RAR recettes						
SOLDE RAR investissement		5 648 442,07	49 804,72	7 037 371,41	504 436,43	6 209 421,08

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Total dépenses	752 937 995,94	1 125 723 206,97	62 022 055,15	597 714 620,08	306 267 082,27	206 399 487,03
Total recettes	3 841 385 960,12	195 165 918,02	1 036 043,15	15 144 855,58	11 828 836,19	96 025 927,22
Solde de fonctionnement	-3 088 447 964,18	930 557 288,95	60 986 012,00	582 569 764,50	294 438 246,08	110 373 559,81

RESTES A REALISER au 31/12 de N

Total RAR dépenses		4 668 325,52	60 194,33	1 484 968,04	537 480,00	1 609 517,77
Total RAR recettes						
SOLDE RAR fonctionnement		4 668 325,52	60 194,33	1 484 968,04	537 480,00	1 609 517,77

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent la production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	COMPTE ADMINISTRATIF
IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1)		A1

5	6	7	8	9	TOTAL
Interventions sociales et santé	Famille	Logement	Aménagement et services urbains, environnement	Action économique	

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)					
1 151 437,34	53 436 057,99	156 366 675,23	693 149 277,27	22 497 185,56	1 596 589 031,65
908 247,75	43 466 363,86	1 881 026,71	477 715 862,30	16 321 225,56	900 437 962,14
243 189,59	9 969 694,13	154 425 279,43	41 129 145,46	4 310 960,00	256 532 707,18
		60 369,09	174 304 269,51	1 865 000,00	439 618 362,33
21 113,57	3 891 488,30		16 722 980,98		191 494 695,10
					114 496 212,86
1 172 550,91	57 327 546,29	156 366 675,23	709 872 258,25	22 497 185,56	1 902 579 939,61
77 323,65	15 256 407,96	3 892 835,97	433 791 949,99	14 875 681,59	2 089 229 062,54
1 095 227,26	42 071 138,33	152 473 839,26	276 080 308,26	7 621 503,97	-186 649 122,93

RESTES A REALISER au 31/12 de N					
397 147,84	3 838 031,31	10 198 252,55	16 076 769,03	346 537,72	50 306 214,16
					0,00
397 147,84	3 838 031,31	10 198 252,55	16 076 769,03	346 537,72	50 306 214,16

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)					
984 277 538,19	402 595 185,91	28 169 479,81	1 303 991 806,38	27 983 006,76	5 798 081 464,49
4 921 010,15	247 699 290,31	142 429 176,17	1 278 737 896,75	24 070 333,79	5 858 445 247,45
979 356 528,04	154 895 895,60	-114 259 696,36	25 253 909,63	3 912 672,97	-60 363 782,96

RESTES A REALISER au 31/12 de N					
23 189,20	535 053,55	445 244,65	19 087 265,18	446 611,19	28 897 849,43
					0,00
23 189,20	535 053,55	445 244,65	19 087 265,18	446 611,19	28 897 849,43

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R.5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.